

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/12/thomas-piketty-la-realite-est-que-les-etats-unis-sont-en-train-de-perdre-le-contrôle-du-monde_6594635_3232.html

Thomas Piketty : « La réalité est que les Etats-Unis sont en train de perdre le contrôle du monde »



Chronique [Thomas Piketty](#) [Economiste](#)

Le président américain voudrait que la pax americana soit récompensée par un tribut versé par le reste du monde, de façon à financer éternellement ses déficits. Le problème est que la puissance états-unienne est déjà déclinante et qu'il faut imaginer le monde sans elle, explique l'économiste dans sa chronique.

Les Etats-Unis ne sont plus un pays fiable. Pour certains, le constat n'a rien de nouveau. La guerre d'Irak lancée en 2003 – avec plus de 100 000 morts, une déstabilisation régionale durable et le retour de l'influence russe – avait déjà montré au monde les méfaits de l'hubris militaire états-unien. Mais la crise actuelle est nouvelle, car elle met en cause le cœur même de la puissance économique, financière et politique du pays, qui apparaît comme déboussolé, gouverné par un chef instable et erratique, sans aucune force de rappel démocratique.

Pour penser la suite, il faut prendre la mesure du tournant en cours. Si les trumpistes mènent une politique aussi brutale et désespérée, c'est parce qu'ils ne savent pas comment réagir face à l'affaiblissement économique du pays. Exprimé en parité de pouvoir d'achat, c'est-à-dire en volume réel de biens, de services et d'équipements produits chaque année, le PIB de la Chine a dépassé celui des Etats-Unis en 2016. Il est actuellement plus de 30 % plus élevé et atteindra le double du PIB états-unien d'ici à 2035. La réalité est les Etats-Unis sont en train de perdre le contrôle du monde.

Plus grave : [l'accumulation des déficits commerciaux a conduit la dette extérieure publique et privée du pays à une ampleur inédite \(70 % du PIB en 2025\)](#). La remontée des taux d'intérêt pourrait conduire les Etats-Unis à devoir verser au reste du monde des flux d'intérêts considérables, ce à quoi ils avaient jusqu'ici échappé grâce à leur mainmise sur le système financier mondial. C'est ainsi qu'il faut lire la [proposition détonante des économistes trumpistes](#), visant à taxer les intérêts versés aux détenteurs étrangers de titres états-uniens. Plus direct encore, Trump veut renflouer son pays en s'appropriant les minerais ukrainiens, en prime du Groenland et de Panama.

D'un point de vue historique, il faut noter que l'énorme déficit commercial états-unien (environ 3 % à 4 % du PIB en moyenne chaque année, de 1995 à 2025) a un seul précédent pour une économie de cette taille : c'est approximativement le déficit commercial moyen des principales puissances coloniales européennes (Royaume-Uni, France, Allemagne, Pays-Bas), entre 1880 et 1914. La différence est que ces pays détenaient d'énormes actifs extérieurs, qui leur rapportaient tellement d'intérêts et de dividendes que cela suffisait amplement à financer leur déficit commercial, tout en continuant d'accumuler des créances dans le reste du monde.

Trump n'est au fond qu'un chef colonial empêché. Comme l'Europe du passé, il voudrait que la pax americana soit récompensée par des subsides versés par le reste du monde

reconnaissant, de façon à financer éternellement ses déficits. Le problème est que la puissance états-unienne est déjà déclinante, et que l'époque ne se prête plus du tout à ce type de colonialisme brutal et sans retenue. Perdu dans ses références passistes, Trump semble ignorer que les Etats-Unis se sont construits en 1945 sur la rupture avec l'ordre colonial européen et la mise en place d'un autre modèle de développement, fondé sur l'idéal démocratique et une avance éducative considérable sur le reste du monde. Ce faisant, il mine le prestige moral et politique sur lequel son pays a bâti son leadership.

Que faire face à cet effondrement ? D'abord s'adresser aux pays du Sud et leur proposer la mise en place d'un nouveau multilatéralisme social et écologique, en lieu et place du défunt multilatéralisme libéral. L'Europe doit enfin soutenir une réforme profonde de la gouvernance du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, de façon à sortir du système censitaire actuel et de donner toute leur place à des pays comme le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du Sud. Si elle continue de s'allier aux Etats-Unis pour bloquer ce processus irrémédiable, alors les BRICS [*Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud*] bâtiront inévitablement une architecture internationale parallèle, sous la houlette de la Chine et de la Russie.

La responsabilité de l'Europe

Si l'Afrique subsaharienne avait bénéficié de meilleurs termes des échanges au cours des dernières décennies, elle aurait pu investir dans ses infrastructures, son éducation et sa santé. Au lieu de cela, ses gouvernements doivent se débattre dans des conditions héroïques avec des moyens affligeants : à peine 200 euros par enfant et par an, en parité de pouvoir d'achat, pour l'éducation d'un élève en primaire et secondaire (60 euros aux taux de change courants), là où chaque enfant du Nord a droit à 40 ou 50 fois plus (8 000 euros en Europe, 10 000 euros aux Etats-Unis).

De même, l'Europe a commis une grave erreur en 2024 en s'opposant à [la proposition de justice fiscale promue au G20 par le Brésil](#), et en votant contre la mise en place à l'ONU d'une convention-cadre sur la fiscalité équitable, là encore avec les Etats-Unis, tout cela pour préserver le monopole de l'OCDE et du club des pays riches sur ces questions jugées trop importantes pour être laissées aux plus pauvres.

L'Europe doit enfin reconnaître son rôle dans les déséquilibres commerciaux mondiaux. Il est aisé de stigmatiser les excédents objectivement excessifs de la Chine qui, comme les Occidentaux avant elle, abuse de son pouvoir pour sous-payer les matières premières et inonder le monde de biens manufacturiers. Ce qui en outre ne bénéficie guère à sa population, qui aurait bien besoin de salaires plus élevés et d'une sécurité sociale digne de ce nom.

Mais le fait est que l'Europe a également tendance à sous-consommer et sous-investir sur son territoire. Entre 2014 et 2024, la balance commerciale (biens et services) des Etats-Unis accuse un déficit annuel moyen d'environ 800 milliards de dollars [*705 milliards d'euros*]. Pendant ce temps, l'Europe réalise un excédent moyen de 350 milliards de dollars, presque autant que la Chine, le Japon, la Corée et Taïwan réunis (450 milliards). Il faudra bien plus que la relance militaro-budgétaire allemande ou la mini-taxe carbone aux frontières envisagées actuellement pour que l'Europe contribue enfin à promouvoir un autre modèle de développement, social, écologique et équitable.

Thomas Piketty est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Ecole d'économie de Paris. [Thomas Piketty \(Economiste\)](#)